

15- Vote du budget primitif 2009

M.Lenoël : il existe des difficultés à lire le budget en raison de changements de périmètres (ex : VAL, CCAS...). Les investissements inscrits sont très différents de ceux réalisés, comme nous l'avons annoncé l'an dernier lorsque nous parlions du manque de sincérité de ce budget. Qu'est-ce qui explique la faible hausse de la masse salariale ? Cela peut laisser supposer qu'il y aura des suppressions de postes. Nous aimerions savoir pourquoi les subventions ont baissé de 700 000 €. Ce budget doit préparer l'avenir mais aussi accompagner et amortir la crise. Nous ne sommes sûrs qu'il réponde à ces exigences. Nous avons également une difficulté à nous projeter dans l'avenir : la vidéosurveillance, quelle utilité ? quel bilan ? Enfin, il y a une baisse de la subvention d'équipement de l'OPH alors qu'il y a un besoin criant sur Courbevoie en matière de logement. C'est la raison pour laquelle nous voterons contre ce budget.

Martine Volard : Lors du débat d'orientation budgétaire, nous avons déjà fait part de nos interrogations. Ce budget étant bâti sur une forte augmentation des impôts locaux, nous nous interrogeons sur l'utilisation de cette hausse et sur la nécessité d'une telle hausse cette année, en pleine crise économique affectant de nombreux concitoyens. Nous prenons acte des dépenses subies par la Ville, en particulier la forte hausse du Fonds de Solidarité Ile de France. Nous ne sommes pas non plus étonné de la nécessité de cette hausse : l'importance de nos dépenses et la contraction de notre épargne nous conduisaient dans l'impasse et nous l'avons dit dès l'an passé. Mais une hausse aussi importante, pour être justifiée dit effectivement répondre à des causes conjoncturelles –la crise – mais surtout structurelles : le développement des services pour répondre aux besoins de la population, car notre ville a pris du retard.

Vos réponses, ou plutôt l'absence de réponses pendant le débat d'orientation budgétaire, ne nous avaient pas beaucoup éclairés. La lecture de cette proposition de budget apporte quelques réponses mais nous ne sommes pas entièrement convaincus. Il s'agit surtout d'un budget en trompe l'œil :

➤ Des effets d'annonce, un DOB ressemblant à un programme électoral...mais pas de traduction budgétaire :

- L'augmentation de la subvention à la cantine : en fait retour aux montants de 2007, suite à une forte baisse en 2008. Les conséquences de l'amélioration annoncée de la qualité, suite au nouveau cahier des charges, ne sont pas budgétées. De même pour l'harmonisation du fonctionnement des garderies.
- On ne voit pas où se lisent les efforts en faveur de l'école et de la lecture. On constate effectivement une augmentation forte pour les fournitures scolaires, mais quid des budgets pour le plan lecture ? Restons réalistes, alors que vous en faites l'une des priorités centrales de votre budget, ce plan lecture représente un budget très marginal, environ 55 000 euros ! Bien moins que les provisions votées pour l'indemnisation de la société Derichebourg ! Et alors que vous annoncez une augmentation des achats de livres et disques dans les bibliothèques, on constate une baisse des crédits qui leur sont alloués !
- Une baisse de 11% des subventions aux associations, alors que celles-ci sont confrontées à l'augmentation de la demande consécutive à l'augmentation de la population. Quelle politique sportive derrière cela ?

- En revanche, on constate des efforts notables, que l'on apprécie, envers les personnes âgées et les personnes défavorisées, ainsi que les aides pour la réhabilitation de logements. On a bien noté l'augmentation des budgets d'aide sociale au CCAS.
- Mais en fait, l'augmentation continue du coût de la Police municipale : +3% cette année ; sûrement du fait de la vidéo surveillance. Une des fonctions qui augmente le plus « sécurité et salubrité : +7%. Est-ce cela le besoin prioritaire de notre ville ? Est-ce pour cela qu'il nous faut augmenter si fortement les impôts ?
- Des dépenses de fonctionnement qui restent toutefois très élevées : il nous faut aujourd'hui nous attaquer à l'efficacité des sommes versées et des politiques menées. Il ne s'agit pas de mettre toujours plus – méfions nous d'ailleurs de la seule comparaison des pourcentages d'augmentation des budgets, mais de faire bien et mieux. Prenons l'exemple de la natation : la Ville finance des maîtres nageurs pour donner des cours aux élèves. Cela nous coûte cher et pour autant un nombre très important d'enfants ne savent pas nager ou mal en fin de primaire, alors que le niveau exigé en 6^{ème} est élevé. Est-ce une bonne politique ? A quoi ont servi les sommes dépensées ? Ne faudrait-il pas d'abord repenser cet enseignement ?

➤ L'autre justification pour ces hausses d'impôts : les investissements et équipements annoncés...mais si on regarde bien les autorisations de programme, on constate que ces équipements sont surtout...pour la fin du mandat. On ne fait que des études pour l'instant, comme pour le réaménagement du Parc de Bécon. Pourquoi d'ailleurs une si forte augmentation des crédits ouverts, on passe de à 11 millions, alors qu'on entame juste els études de programmation ? Réaménagement du stade : on a déjà dépensé plus de 3 millions d'euros...pour rien et il faudra tout recommencer avec les coûts des concours d'architecte. De même pour le gymnase et les espaces verts de l'Entrée de Ville, la réhabilitation de la crèche Armand Silvestre, l'Hôtel de Ville. Une hausse en début de mandat...mais des réalisations en fin de mandat, avant les élections. Classique ! Des promesses, toujours pour les investissements. Hélas, les hausses d'impôts sont elles, bien réelles !

Et puis, des investissements discutables et non urgents sont maintenus : vidéosurveillance, avec un budget supplémentaire d'1 millions d'euros, le passage en liaison froide dans les cantines alors que cela va contre l'amélioration du goût qui est recherché. M.Courtès le sait bien puisqu'il s'est battu contre la liaison froide dans les collèges, au sein du Conseil général.

Donc, en définitive, un budget qui montre quelques évolutions, avec quelques nouvelles mesures qui vont dans le bon sens et nous en prenons acte, mais dans la majorité, pas d'évolution et d'inflexion notable, surtout des effets d'annonce.

➤ Enfin, pour financer des dépenses, vous avez fait le choix d'une forte hausse des impôts. Comme nous l'avons déjà dit, cette hausse était inévitable mais pourquoi une si forte hausse cette année ? Nous l'estimons trop forte cette année et nous en contestons la nécessité :

- Des choix de financement discutable pour le budget parking et l'assainissement : vous avez choisi d'augmenter fortement les subventions d'équilibre provenant du budget de la Ville : près de 100 000 euros dans le 1^{er} cas, 150 000 dans le 2^{ème} cas, alors que les tarifs des abonnés aux parkings restent bas et que la subvention d'assainissement n'augmente pas. Ne vaudrait-

il pas mieux augmenter les redevances des usagers –comme on l’a fait pour la TEOM – plutôt que les impôts locaux ?

- Concernant la TEOM, même si effectivement le coût des déchets devient un enjeu majeur, nous ne partageons pas votre choix de continuer à augmenter la TEOM, qui nous paraît une mesure inefficace, car invisible pour nombre d’habitants. Face à l’augmentation des déchets produits, jusqu’où faudra-t-il continuer à augmenter cette taxe ? Il nous faut réfléchir autrement et mettre en place de véritables actions pour réduire ces déchets et surtout réfléchir à une taxe incitative, plus visible
- Surtout, vous avez minoré dans ce budget des recettes, en particulier FCTVA. Le mensonge est gros et l’absence de sincérité flagrant puisque la Ville nous propose par ailleurs de signer la convention sur le versement anticipé du FCTVA, qui permettra de doubler cette année les sommes perçues, soit environ 3 à 4 millions de recettes et 2 points de taxe d’habitation. Pourquoi ? Parce qu’on n’est pas sûr de tenir ses engagements, soit plus de 38 millions d’euros ? Nous comprenons cette crainte parce que l’an dernier la Ville n’a en réalité réalisé que 32 millions. D’un côté on fanfaronne en affirmant une augmentation de 23% des dépenses d’équipement mais de l’autre on est si peu sur de soi qu’on peine à s’engager dans le budget sur une augmentation minimum de 18%. OU alors parce qu’on continue à faire ce que la Ville a toujours fait : se constituer une cagnotte ? Et on aura encore l’année prochaine un report de 20 millions d’euros pour financer des investissements à venir, toujours promis, jamais réalisés. Est-ce normal et décent de faire supporter alors une telle augmentation d’impôts en cette année de crise ? Doit-on lever l’impôt pour faire de l’excédent ?

En définitive : quelques mesures intéressantes, un budget plus réaliste que l’an passé en particulier pour les dépenses d’équipement mais des demi-vérités ou des demi-mensonges qui maintiennent le doute sur votre sincérité réelle et quelques priorités que nous ne partageons pas. **C’est la raison pour laquelle, notre vote sera modulé :**

- **Charges de fonctionnement : abstention** car même si certains mesures sont intéressantes, nous ne partageons pas toutes les priorités et certaines promesses ne sont pas traduites dans le budget. Nous prenons acte pour le fonds de solidarité de la région Ile de France mais nous attendons de voir la réalité.
- **Recettes de fonctionnement : contre** car on pouvait aller moins haut sur la fiscalité locale, en particulier en inscrivant les recettes du FCTVA, qui font gagner de 3 à 4 millions. Et nous ne sommes pas d’accord pour la TEOM.
- **Dépenses d’investissement : abstention** car nous ne partageons pas toutes les priorités et nous ne sommes pas d’accord sur les reports permanents. Nous sommes très septiques sur la capacité de la Ville à réaliser effectivement ce qui est inscrit
- **Recettes d’investissement : contre** car le FCTVA n’a pas été inscrit

M.Spiri : Je suis d’accord sur le principe exprimé par M.Lenoël en terme de pérennité, d’essor et d’amortissement de la crise. Néanmoins, le budget y répond et il semble réaliste en période de crise, sincère en terme d’investissements. La justice sociale est notre priorité (quotient familial, 100% lecture...). Aujourd’hui, les priorités sont mieux ciblées.

M.Gimonet : L'augmentation de la subvention au VAL correspond à une plus forte demande des citoyens. Le budget 2008 faisait ressortir un manque d'épargne mais beaucoup de nos recettes ne sont pas prévisibles : les droits de mutation qui étaient très importants ces dernières années, mais chutent fortement actuellement. Une partie de nos excédents provient de la taxe professionnelle dont les bases augmentent beaucoup, ans que nous ne puissions le prévoir.

Concernant la baisse du montant total des subventions, cela provient de la crèche de la Nouvelle Etoile a qui la Ville attribuait une subvention par le passé. A compter de 2009, ce sera un marché public et non plus une subvention. En rajoutant le VAL, la hausse de la masse salariale reste identique à celle de la strate. Nous pourrons vous fournir les comparaisons.

M.Accart : Pour le Parc de Bécon, le périmètre initial du projet était beaucoup trop restreint. Nous avons voulu rechercher une plus grande cohérence avec els espaces culturels et horticoles qui le jouxtent. D'où l'extension du projet et un réaménagement plus complet. Les montants supplémentaires sont des montants estimés, sur la base d'un prix au m2.

M.Gimonet : Le fait de baisser les impôts en raison des recettes attendues FCTVA est une erreur politique car une recette d'investissement ne peut servir à payer du fonctionnement.

Martine Volard : non, je ne confonds pas recettes d'investissement et de fonctionnement. Je ne partage tout simplement pas votre choix. Même si le TCTVA est une recette d'investissement, le fait de la minorer conduit de facto à augmenter le prélèvement sur la section de fonctionnement, et donc à devoir augmenter els recettes de fonctionnement –en l'occurrence els impôts. C'est la raison pour laquelle nous estimons que la minoration de cette recette certaine est un mensonge, pour justifier des augmentations d'impôts qui auraient pû être moindre cette année.

Par ailleurs, je pense qu'il ne faut pas perdre notre temps à comparer la masse salariale des villes. Cet indicateur ne veut plus rien dire car il dépend du périmètre de gestion de chaque ville et de la façon dont les services sont réalisés. Dès lors qu'une ville délègue beaucoup, comme la notre, la masse salariale diminue et cela peut sembler positif, mais d'autres postes de dépenses augmentent ailleurs.

Mme Fasshauer : il reste qu'il n'y a rien pour le service public de la santé. L'accès aux soins est très difficile depuis la fermeture de la Nouvelle Etoile.

Le Maire : Je ne crois pas qu'il y ait des problèmes d'accès aux soins sur Courbevoie. Je ne peux pas laisser dire cela. Toutes les consultations qui étaient auparavant à la Nouvelle Etoile ont été recréées –et même plus – à l'Hôpital de Courbevoie. Nous devons peut-être mieux communiquer dessus pour informer la population.

16- Impôts locaux – Vote des taux pour 2009-04-09

Martine Volard : La structure du budget de la Ville et les investissements nécessaires rendent effectivement indispensables une augmentation des impôts locaux mais nous en contestons la si forte augmentation en cette année de crise qui touche les habitants mais aussi les petites entreprises. Et surtout car, comme nous l'avons dit précédemment, une si forte hausse n'était pas nécessaire cette année, vous avez volontairement minoré d'autres recettes certaines, comme cela issues du FCTVA.

M.Gimonet : Nous évaluons avec prudence les dépenses et les recettes. L'augmentation de la fiscalité est effectivement un choix politique que nous avons fait

Martine Volard : Je préfère quand vous dites la vérité. C'est un choix politique que nous ne partageons pas. Même si cette hausse est inévitable, nous le redisons, nous pouvions faire moins cette année et c'est la raison pour laquelle nous voterons contre. Nous craignons que cette hausse ne serve avant tout à créer un excédent.

Vote : contre

17- Vote du Budget Primitif 2009 annexe de l'assainissement

Martine Volard : Vous avez choisi d'équilibrer ce budget en augmentant la subvention de la Ville – et donc les impôts. Pourquoi ne pas avoir au contraire augmenté la redevance payée par les usagers qui est restée stable depuis des années.

M.Gimonet : Nous l'étudierons pour les années à venir.

Vote : abstention

18- Vote du taux de la redevance d'assainissement

Martine Volard : Ces taux auraient pu être relevés cette année pour minorer la subvention de la Ville –et donc l'augmentation des impôts locaux.

Vote : abstention

19- Vote du Budget Primitif 2009 annexe de la cantine

Martine Volard : Ce budget n'intègre pas de façon claire les efforts promis en faveur de la qualité de la restauration scolaire. A plusieurs reprises, au sein du groupe de travail chargé de son élaboration, nous vous avons demandé, ainsi que les associations de parents d'élèves, si la Ville avait pu évaluer le coût supplémentaire de ce cahier des charges et si elle en financerait le coût. Nous n'avons jamais eu de réponse claire et nous comprenons pourquoi. La hausse de la subvention au budget cantine ne reflète pas la prise en compte de ce coût mais une simple mesure budgétaire suite à une baisse l'an passé consécutive à un excédent. Comme d'habitude, des promesses et des effets d'annonce...mais pas de traduction budgétaire

M.Gimonet : En 2007, il y avait plus de jours de cantine qu'en 2008 en raison de la modification du calendrier scolaire. Cela explique donc le coût inférieur pour la Ville.

Vote : abstention

20- Vote du Budget Primitif 2009 annexe du stationnement payant hors voirie

Martine Volard : Là encore, vous avez choisi d'augmenter la subvention de la Ville pour équilibrer ce budget. Les tarifs des parkings municipaux sont très faibles. Faut-il continuer à subventionner, par les impôts locaux et donc tous les contribuables, ceux qui possèdent des voitures ? Dans le cadre de l'Agenda 21, il faut aussi mener cette réflexion.

Vote : abstention

21- Versement anticipé du FCTVA au titre des dépenses d'équipement réalisées en 2008

Martine Volard : Nous sommes bien évidemment favorables à une telle convention mais ne soyons pas dupes : l'engagement pour les villes est en réalité bien faible : elles doivent, pour bénéficier de ce remboursement anticipé, s'engager à investir au moins 1 euro de plus que la moyenne des 4 dernières années. L'engagement n'est pas très fort !

Pour notre Ville, vous pouvez également fanfaronner en inscrivant un montant de 47 millions de dépenses d'équipement et annoncer une hausse de 23,7%, mais on sait ce que valent à Courbevoie depuis des années les prévisions budgétaires (70 millions inscrits au BP 2008, 32 millions effectivement réalisées !).

Par ailleurs, je le redis, quel crédit donner à cette convention et à l'engagement de la Ville quand elle n'inscrit pas à son budget la recette correspondante ? N'est-elle pas certaine de tenir son engagement ?

Grimace d'agacement de M.Gimonet qui supporte visiblement mal qu'on appuie là où ça fait mal

Vote : pour